

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Avec ou sans monnaie unique La bourgeoisie ne peut offrir aux ouvriers que le chômage et la misère

Le "sommet de lancement de l'euro" début mai, comme d'ailleurs chaque nouvelle étape dans la mise en place de la monnaie unique, a été l'occasion pour la classe dominante de déchaîner à nouveau sa grosse artillerie médiatique. Une fois de plus, les prolétaires sont invités à prendre position derrière les partisans ou derrière les adversaires de la construction européenne, comme si, de leur mobilisation pour ou contre l'euro dépendait l'avenir qui les attend. Une fois de plus, c'est un énorme rideau de fumée qui est dressé devant leurs yeux.

Ce coup-ci, les médias et les idéologues aux ordres ont vraiment mis le paquet pour dramatiser l'évènement et, avec lui, pour donner le maximum d'ampleur au grand débat entre "eurooptimistes" et "eurosceptiques". A côté des promesses de lendemains

meilleurs selon lesquelles la future monnaie unique créera de la "prospérité", de la "croissance" et "des emplois par millions" en Europe, tous les moyens médiatiques ont fait, tout aussi lourdement, la part belle aux voix des Cassandre qui prédisent une "catastrophe sociale" et invitent les prolétaires à se mobiliser, sinon contre toute construction européenne, au moins pour une Europe "plus sociale" et "plus démocratique".

Et parmi ces voix-là, ce sont surtout celles de la "gauche de la gauche" qui se font le plus entendre : le PCF réclame à tue-tête un nouveau référendum, le MDC de Chevènement hurle à "l'abandon de la souveraineté nationale", les trotskystes de la LCR dénoncent "l'Europe des banquiers" et la "gauche socialiste" de Melançon et consorts s'insurge contre "une logique purement

monétaire qui menace notre modèle social". Tous ces gens-là se posent en "défenseurs des acquis sociaux" contre les mauvais coups portés par la logique "libérale" de l'Europe monétaire.

Certes, les prolétaires n'ont aucune illusion à se faire sur les lendemains meilleurs que promettrait la monnaie unique. Ils savent bien que, depuis des années, ce prétendu avenir radieux n'a fait que servir d'alibi à tous les sacrifices, à tous les plans d'austérité et à une précarisation croissante de leurs conditions d'existence. Mais l'essentiel du mensonge ne réside pas tant là que dans l'autre face du même discours bourgeois qui, en faisant de la mise en place de l'Europe le responsable de tous les maux passés et à venir, dresse un rideau de fumée devant la réalité. Ce n'est ni la construction européenne, ni la "logique monétaire" de celle-ci, encore moins un quelconque "abandon de souveraineté"

de la part des Etats qui sont à l'origine de la misère croissante et du chômage massif qui s'abattent sur les ouvriers, mais la logique même du capitalisme en crise. Celui-ci n'a pas d'autre réponse à sa faillite historique que d'imposer aux prolétaires des conditions d'existence de plus en plus précaires et dramatiques.

Les conditions imposées par les traités de Maastricht et d'Amsterdam nous sont ainsi présentées comme des "choix catastrophiques" à l'origine de la déréglementation sociale et du chômage. Comme si ce n'était pas dans tous les pays du monde, projet de monnaie unique ou pas, que les attaques anti-ouvrières s'intensifient et que les plans d'austérité succèdent aux plans d'austérité. Des Etats-Unis à l'Argentine, du Japon à l'Australie, la baisse des salaires, la réduction des dépenses publiques et la précarisation des conditions de travail s'avèrent effectivement partout pour le capital comme un impératif, déterminé non par une signature au bas d'un traité, mais par la violence de la crise mortelle dans laquelle le système s'enfoncé depuis trente ans.

En vérité, le battage sur les "diktats de la monnaie unique", (tout comme celui déployé en parallèle sur le thème de la "mondialisation de l'économie") n'a d'autre but que de dédouaner l'Etat bourgeois en général - et la gauche plurielle au gouvernement en France en particulier - de toute responsabilité dans les attaques qu'il mène, en toute "souverai-

neté", contre les conditions d'existence de la classe ouvrière. Le tour de passe-passe est bien utile pour le gouvernement Jospin qui s'empresse lui-même, par exemple, de rappeler qu'il n'est pas responsable de la teneur du "pacte de stabilité" d'Amsterdam, puisque ce sont ses prédécesseurs (Balladur et Juppé) qui l'ont négocié. Ledit "pacte de stabilité" fera donc un bouc émissaire tout trouvé aux futures attaques anti-ouvrières.

On veut nous faire oublier que l'Etat national est, toujours et partout, non seulement le garant de l'ordre capitaliste contre la classe ouvrière mais le chef d'orchestre de tous les plans d'austérité. Mieux, le mensonge consiste à faire croire aux prolétaires que, face à la logique meurtrière d'un libéralisme débridé prétendument "apatride", ils doivent voir dans "leur" Etat national le "garant" d'un "modèle social" et de la protection de leurs intérêts de classe qui, du coup, sont présentés comme des "intérêts nationaux" par opposition à ceux de l'Europe ou des autres nations, et donc à ceux des prolétaires des autres pays !

A ces menteurs qui invitent les prolétaires à identifier leurs intérêts à ceux du capital national, la classe ouvrière n'a qu'un mot d'ordre à opposer : les prolétaires n'ont pas de patrie. Seul le développement de leurs combats de classe peut ouvrir la perspective d'en finir avec ce système de misère.

PE

EMEUTES ET REPRESSION EN INDONESIE

Le capitalisme en faillite déchaîne sa barbarie

Les émeutes sanglantes qui ont embrasé l'archipel indonésien durant le mois de mai et ont fait déjà plus de 500 morts à Djakarta, sont une claire illustration de la faillite irrémédiable du capitalisme. Le déchaînement du chaos dans cette région du monde vient aujourd'hui apporter un démenti cinglant au mythe des pays "émergents" dont le prétendu "miracle économique" était censé leur apporter croissance et prospérité.

Conséquence directe de l'effondrement boursier et financier qui a secoué les "tigres" et les "dragons" du sud-est asiatique à l'automne dernier, les émeutes en Indonésie ont explosé à la suite de la mise en application du plan d'austérité drastique imposé par le FMI en échange d'une aide d'urgence de 42 milliards de dollars, destinée à sauver l'Indonésie de la banqueroute. Dès l'annonce par le gouvernement Suharto des dernières

mesures (hausse de 71% des prix du carburant, de 60% pour l'électricité, de 50% pour les transports, etc.), alors que le chômage massif est en train de frapper toute la classe ouvrière et que le taux d'inflation atteint déjà plus de 30%, la colère de la population déborde le cadre des campus universitaires.

La colère ouvrière dévoyée sur le terrain de la démocratie bourgeoise

A la mi-mai, l'envoi des blindés contre les manifestations des étudiants et la répression féroce qui s'est abattue sur ces derniers à Djakarta mettent le feu aux poudres. La jeunesse estudiantine, soutenue par les ligues musulmanes locales et le Parti Démocratique Indonésien, appelle la population à se mobiliser non seulement contre les mesures économiques du gouvernement mais surtout contre la dictature du général

Suharto, mise en place depuis 1965 à la suite d'un coup d'Etat militaire et qui s'était soldée par plusieurs centaines de milliers de morts.

C'est l'envoi des forces de répression contre les étudiants qui a permis aux forces d'opposition de dévoter le mécontentement de la population sur le terrain bourgeois des revendications démocratiques.

Ainsi, le bouc émissaire désigné par le mouvement des intellectuels et des étudiants, soutenus par les grandes puissances occidentales, le FMI et les organisations des Droits de l'Homme, ce n'est pas le capitalisme en crise mais la dictature militaire du général Suharto, dont les forces démocratiques dans l'opposition réclament la destitution aux cris de "Suharto démission !", "Pendez Suharto !", "Crucifiez-le !". Ces slogans hyper-radicaux ont eu pour effet

(SUITE PAGE 5)

Sommaire

FRANCE

La gauche au service du capital national (résolution du 13e congrès de RI) p.2
"Lutte Ouvrière" apporte son soutien à la gauche au gouvernement p.3
La bourgeoisie dénature Mai 68 p.3

SITUATION INTERNATIONALE

Massacres au Moyen-Orient : la faillite de la "pax americana" p.5
Grève massive au Danemark p.5

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Février-juin 1848 : Le prolétariat s'affirme comme classe révolutionnaire face à la bourgeoisie p.4

CONTRIBUTION DE RUSSIE

La vision fautive de Trotski sur la bureaucratie stalinienne p.6

HISTOIRE DU PCF (V)

1947-1956 : Le PCF à la botte du bloc impérialiste russe dans la "guerre froide" ... p.8

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE DU 13^E CONGRES DE RI

La gauche au service du capital national

Nous publions ci-dessous des extraits de la résolution sur la situation en France adoptée au 13^e congrès de la section en France du CCI qui s'est tenu en avril 1998. Le compte-rendu des travaux de ce congrès ainsi que des extraits de la résolution sur la situation internationale qu'il a adoptée ont été publiés dans le numéro précédent de notre journal.

L'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas signifié une quelconque pause dans la politique antiouvrière menée par le gouvernement Juppé (...). Ce n'est pas une surprise car les années 80 avaient montré la capacité de la gauche à «aller de l'avant» en matière d'attaques antiouvrières, sachant illusionner les ouvriers à travers des mesures faussement présentées comme de nouveaux acquis (les 39 heures, la 5^e semaine) pour asséner des coups que la droite n'avait jamais osé porter auparavant (forfait hospitalier, blocage des salaires, etc.).

Les attaques contre la classe ouvrière

Une contribution importante de la gauche au pouvoir à la défense du capital français réside, à l'heure actuelle, dans son action visant à diminuer le coût de la force de travail avec la loi votée sur la réduction du temps de travail à trente-cinq heures (payées 35 et non pas 39). En effet, cette dernière va permettre une aggravation de la flexibilité du temps de travail (notamment son annualisation) et d'étendre le chômage sous une forme déguisée (quatre heures hebdomadaires qui, autrefois, auraient été appelées «chômage technique» et auraient été rémunérées comme telles). (...)

Au moment où, plus que jamais, la bourgeoisie a besoin que les ouvriers acceptent docilement de se plier aux variations de la demande sur le marché, et que ceux qui ont encore un emploi acceptent que soit répartie sur eux une partie de l'accroissement inévitable du chômage, la réduction du temps de travail est au cœur des préoccupations de la bourgeoisie dans la plupart des pays. Mais là où l'Etat capitaliste français se distingue c'est lorsqu'il parvient, avec le consentement de fractions significatives de la classe ouvrière qu'il a su mystifier, à conférer à ces mesures un rythme et une ampleur particulièrement importants. Et il n'entend pas en rester là puisque l'extension des 35 heures au secteur public est à «l'étude», c'est-à-dire en marche.

Les tensions impérialistes

(...) Le capital français a été amené à s'engager plus avant dans la défense de ses positions sur l'arène impérialiste mondiale, lesquelles représentent encore aujourd'hui une zone géographique significative. (...) En effet, au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est, la France conserve en héritage de la période précédente une influence prépondérante en Afrique à travers le contrôle d'une majorité de pays de ce continent.

(...) Confirmant une tendance déjà perceptible au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Ouest, le capital français s'est, en maintes occasions, porté à la tête de la contestation du leadership américain. La plus récente illustration en est la contribution de premier ordre apportée par Paris au revers diplomatique infligé par Saddam

Hussein aux Etats-Unis lors de la crise irakienne du début 1998.

Les représailles américaines à la politique de la France ont tout naturellement pris pour cible sa présence en Afrique qui s'exerce au détriment de l'influence du gendarme mondial sur ce continent et constitue à son encontre un défi permanent. Bien qu'elle se soit soldée par un certain nombre de succès réels, avec en particulier la perte pour la France du Rwanda et du Zaïre, l'offensive américaine a connu des limites concrétisées dans le fait qu'elle n'a pour l'instant pas réussi à éliminer l'influence encore dominante de la France sur ce continent. En effet, l'impérialisme français a su résister aux coups de boutoir de l'impérialisme américain en Centrafrique, au Congo-Brazzaville, et surtout en Algérie. Dans ce dernier pays, les «hommes» liés à l'impérialisme français ont jusqu'aujourd'hui réussi à conserver les rênes du pouvoir dans une guerre civile qui concentre toute l'atrocité de la décomposition capitaliste et les oppose aux islamistes, à l'origine télécommandés par l'impérialisme américain.

De fait, le continent africain va continuer à subir une accélération des rivalités impérialistes, notamment entre ces deux puissances, avec leur lot de massacres et de barbarie. En effet, les Etats-Unis sont en train de développer une stratégie agressive (voyage de Clinton) visant à tout faire pour éjecter d'Afrique tous leurs rivaux, la France en particulier. (...)

La vie de la bourgeoisie

L'événement marquant de la vie politique française, ces deux dernières années, a été constitué par le retour, à la surprise de la bourgeoisie elle-même, de la gauche au pouvoir à travers l'élection, au mois de mai 1997, d'une assemblée donnant la majorité absolue à une coalition PC/PS/Ecologistes.

S'il n'y a pas qu'en France que des équipes de gauche prennent le relais de la droite au gouvernement, cet événement relève pourtant dans ce pays de raisons totalement spécifiques.

Le faible niveau de la lutte de classe au niveau international n'imposant pas à la gauche dans son ensemble qu'elle se place résolument dans l'opposition pour dévoyer la lutte de la classe ouvrière, elle peut être appelée au pouvoir pour mettre en oeuvre des orientations politiques que, pour des raisons diverses, la droite n'est pas en mesure d'assumer, sur le plan impérialiste par exemple comme en Italie et en Grande-Bretagne. De plus, une telle alternance permet, comme en Grande-Bretagne, de renforcer la mystification démocratique et donne également l'opportunité aux fractions de droite, usées par un exercice prolongé du pouvoir, de se refaire une santé dans l'opposition.

En France, aucune de ces raisons ne peut être invoquée pour expliquer un retour de la gauche aux affaires, lequel en revanche présente pour cette fraction de la bourgeoisie l'inconvénient de mettre un terme à sa cure d'opposition qui lui avait déjà permis, ainsi

qu'aux syndicats, de regagner une grande partie du crédit perdu par l'exercice du pouvoir dans les années 80. De plus, ce changement de majorité constitue pour la droite une épreuve supplémentaire risquant de précipiter son déclin.

C'est pourquoi le retour de la gauche au pouvoir en France est à mettre sur le compte des faiblesses de la droite française, dont les querelles ouvertes s'étaient déjà trouvées directement à l'origine de l'accident électoral de mai 1981. En perdant ces élections, la droite n'avait alors laissé d'autre alternative à la gauche que d'assumer l'exercice du pouvoir, et avec lui les attaques contre la classe ouvrière, à contre-courant d'une tendance dans les principaux pays industrialisés à ce que, face au développement de la lutte de classe, la gauche reste ou retourne dans l'opposition pour saboter les ripostes ouvrières face aux mesures d'austérité prises par la droite. (...)

La perte des élections par la droite en 1981 allait se trouver à l'origine de l'émergence de nouveaux handicaps (1) pour cette fraction de la bourgeoisie, concrétisés par la montée du Front National. En effet, le poids pris par l'extrême-droite dans la vie politique française, favorisant la division, la concurrence et la dispersion à droite, résulte directement de la situation créée par l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Dans ce pays, le développement politique du Front National est essentiellement à mettre sur le compte de la gauche qui, confrontée à un discrédit croissant, avait besoin d'apparaître comme le rempart à un prétendu danger fasciste. Et depuis, aucune publicité n'a fait défaut au parti de Le Pen pour lui permettre de polariser l'attention, de canaliser à travers des votes protestataires en sa faveur le rejet de la «classe politique», et dans le même temps de servir de faire-valoir par excellence à une gauche se posant alors en champion de la défense de la «démocratie» et des «droits de l'homme».

Ainsi le Front National se trouve être en grande partie directement responsable de l'échec de Chirac à faire élire une majorité de droite lors des élections anticipées de mai 1997. De même, c'est encore essentiellement sa tactique de déstabilisation et d'écèlement du RPR et de l'UDF qui est à la base de la grave crise que ces deux formations (...) ont connu à l'occasion des dernières élections régionales.

Comme dans les autres pays où elle est au gouvernement, la gauche en France est placée dans une situation où elle doit assumer la défense du capital en endossant directement la responsabilité des attaques antiouvrières. Néanmoins, le fait qu'au terme de la dernière décennie elle se soit trouvée discréditée pour avoir déjà assumé ce rôle pendant plusieurs années constituera, face au développement de la lutte de classe, une source particulière de difficultés pour la bourgeoisie française. Pire, l'état de déliquescence de la droite en France va constituer un obstacle au retour de la gauche dans l'opposition quand le niveau de la lutte de classe le nécessitera. Néanmoins, la situation actuelle présente des différences très importantes par rapport à 1981 qui font que ce nouvel accident électoral de mai 1997 est, cette fois-ci, moins dommageable pour la bourgeoisie. Une telle situation de gauche au pouvoir ne

peut en effet être mise à profit par la classe ouvrière que si, en luttant, elle contraint la gauche à assumer plus ouvertement encore son rôle antiouvrier. C'est alors un développement de sa capacité à identifier plus clairement les différentes composantes de l'ennemi de classe qui constitue un facteur de premier ordre du développement de la conscience de la classe ouvrière et de la radicalité de ses luttes.

La lutte de classe

La dynamique de la lutte de classe des années 80 était caractérisée par un fort développement de la combativité et de la conscience au sein de la classe ouvrière, dont il avait résulté un affaiblissement et un discrédit des forces d'encadrement, les partis de gauche surtout mais aussi les syndicats, beaucoup plus importants que dans les autres pays centraux du capitalisme. (...) La situation actuelle est loin de poser les mêmes difficultés à la bourgeoisie. En effet, le niveau de confrontation entre les classes ne connaît pas la même intensité, la classe ouvrière se trouvant encore profondément affectée par les campagnes idéologiques sur la «mort du communisme» qui avaient déterminé le recul de sa conscience et de ses luttes au début des années 90.

Bien que les attaques portées par la gauche aujourd'hui soient appelées à être plus violentes que dans les années 80, la bourgeoisie sera capable pendant toute une période, de dévoyer en partie la colère et la conscience ouvrières, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, au moyen de campagnes visant à atténuer aux yeux des prolétaires la responsabilité de la gauche dans ces attaques ou destinées à légitimer l'existence de cette dernière comme rempart au fascisme.

Les difficultés de la classe ouvrière à mettre à profit autant que dans les années 80 cette situation de gauche au pouvoir pour le développement de sa conscience, ne signifie en rien que la perspective soit à une stagnation de la lutte de classe.

En premier lieu parce que la dynamique de la lutte de classe en France ne se distingue pas fondamentalement de celle au niveau international, caractérisée par un redéploiement lent et difficile des luttes ouvrières. Ensuite, l'importance de l'ensemble des moyens mis en oeuvre par la bourgeoisie française contre la lutte de classe vient encore témoigner du fait que celle-ci demeure en perspective un danger majeur auquel elle accorde toute son attention.

C'est avec un zèle tout particulier que la bourgeoisie française s'est appliquée à inscrire au centre de ses campagnes les grands thèmes idéologiques utilisés internationalement contre le prolétariat. Ainsi, elle a donné un retentissement particulier à la campagne sur la révolution d'Octobre 1917 assimilant celle-ci à un coup d'Etat préparant le terrain au stalinisme, et à celle sur le négationnisme qui, en s'inscrivant en complémentarité des campagnes antifascistes, a permis une attaque en règle contre la Gauche communiste. Ces campagnes antifascistes, en défense de la démocratie et servant de faire-valoir à la gauche, dont l'ampleur particulière en France est justement permise par le poids de l'ex-

trême-droite dans ce pays, relancées et entretenues systématiquement à partir de situations diverses (immigration, procès Papon, élections, condamnation de Le Pen) ont sans conteste constitué une arme efficace contre la conscience de la classe ouvrière.

De plus, l'exploitation par la bourgeoisie de l'arrivée accidentelle de la gauche au pouvoir en 1997 a également constitué un facteur supplémentaire de désorientation au sein de la classe ouvrière. En effet, pendant les six premiers mois du nouveau gouvernement de gauche, il a existé une unité parfaite allant de la gauche à l'extrême-gauche pour présenter celui-ci comme «un moindre mal», un moyen à travers lequel il serait possible de «limiter les effets de la crise» sur les plus démunis en «faisant payer les riches», le patronat quant à lui se prêtant de bonne grâce au partage du travail à travers des protestations tonitruantes contre des mesures qu'il dénonçait (les 35 heures) et qui en réalité servaient parfaitement ses intérêts.

La bourgeoisie en France a également porté une attention particulière à la préparation de ses forces d'encadrement de la classe ouvrière.

Depuis la manœuvre de décembre 1995, c'est en permanence que les syndicats ont investi le terrain de la lutte pour empêcher toute expression autonome de la combativité ouvrière. Afin d'entretenir et renforcer l'image ouvrière des syndicats, de nouvelles manœuvres ont également été montées impliquant des secteurs périphériques de la classe ouvrière (grèves des chauffeurs routiers). Le mouvement des chômeurs fin 97 - début 98, tout en ayant cette fonction d'entretenir l'image ouvrière et unitaire des syndicats correspondait avant tout à des objectifs à plus long terme de la part de la bourgeoisie. Bénéficiant d'une large publicité à l'échelle internationale, il a permis de positionner les syndicats en tant que «structure de défense des chômeurs», minant ainsi à l'avance le terrain des mobilisations futures de ceux-ci lorsque se posera pour eux la possibilité et la nécessité de se joindre aux mobilisations des ouvriers actifs.

Mettant à profit le renouveau de l'anarchisme résultant des campagnes contre le communisme, la bourgeoisie a su développer l'influence de syndicats tels que la CNT qui a fait une apparition significative en tant que force d'encadrement dans les récents conflits sociaux, et en particulier dans la «lutte des chômeurs».

Enfin, sur le plan politique, c'est de façon constante que la bourgeoisie a eu à cœur, ces dernières années, de renforcer le flanc gauche de son appareil politique pour compenser l'affaiblissement qu'avait subi le PC. Les succès électoraux remportés par l'extrême-gauche qui a bénéficié d'un appui médiatique renforcé (LO en particulier) offrent à présent la possibilité d'un partage du travail à plus grande échelle, à gauche de la gauche, contre le développement de la lutte de classe.

RI

(1) Qui s'ajoutent à ses faiblesses historiques. Cf. RI n°279 pour l'analyse de ces dernières.

Comment "Lutte Ouvrière" apporte son soutien à la gauche au gouvernement

Lutte Ouvrière (LO) affecte de tenir un discours radical et révolutionnaire, proclamant à cor et à cri qu'elle ne passe aucun compromis de vote avec la gauche dans les conseils régionaux ou qu'elle refuse tout "front unique" républicain aux côtés de la droite démocratique face au Front National. Ainsi, on a vu récemment cette organisation s'opposer à sa "soeur ennemie", la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). En commentant et justifiant ses "désaccords" avec l'organisation de Krivine et Bensaïd, elle lui fait grief de vouloir se diluer dans un "mouvement social" associatif et "citoyen" interclassiste et de mettre dans sa poche toute référence à un programme anti-capitaliste et à une perspective révolutionnaire. Bref, elle lui reproche de se situer "par rapport et au sein de la gauche plutôt que sur un terrain de

classe" (LO n° 1557 du 15 mai dernier), en prétendant, bien entendu de son côté "défendre une politique claire correspondant aux intérêts des travailleurs".

LO au secours de la gauche au gouvernement

Ce verbiage "ouvrier" et ce vernis pseudo-révolutionnaire ne sont que de l'esbroufe. Ils servent à masquer que cette organisation n'a jamais manqué, dans les faits, d'apporter son appui à la gauche au gouvernement depuis un an et n'a jamais défendu le moindre intérêt de la classe ouvrière. Dans un éditorial daté du 11 juillet 1997, peu après l'arrivée de "la gauche plurielle" au gouvernement, Arlette Laguiller écrivait : "Les hommes de gauche et les hommes de droite ne sont pas rigoureusement

identiques. Les travailleurs préféreraient un gouvernement de gauche, mais un gouvernement de gauche qui combattrait le patronat et soutiendrait les travailleurs. Si, parmi les ministres de ce gouvernement, il y en avait, et si, parmi les militants socialistes et communistes, il y en a qui veulent sincèrement changer la situation des classes laborieuses, ils ne peuvent ignorer qu'il faut pour cela prendre sur les profits du patronat. Le gouvernement ne peut pas tout faire et il faut l'aider, disent les dirigeants du PCF ? Pourquoi pas ? Mais pas passivement justement ! (...) Pourquoi ne pas discuter comment les travailleurs pourraient aider à changer le rapport de force entre la gauche et le patronat ? C'est le seul moyen de changer la situation sociale actuelle et peut-être d'empêcher Le Pen de venir au pouvoir. (...) Alors l'aider ? Pour-

quoi pas si c'est de cela qu'il a besoin, mais surtout poussons-le !"

Ainsi, LO s'empressait de jeter son masque "radical" et "révolutionnaire" pour voler au secours de la gauche au gouvernement. Mais cela n'a rien de surprenant : LO n'a jamais cessé en fait d'aider la gauche. Quand cette organisation a appelé à voter pour Mitterrand au second tour en 1974 et en 1981, elle s'est toujours défendue d'avoir soutenu celui-ci, elle a hypocritement prétendu que c'était parce que les ouvriers devaient faire l'expérience de la gauche au gouvernement, notamment en mettant celle-ci "au pied du mur". Les attaques portées à cette époque par les gouvernements PC/PS ou PS ont une fois de plus illustré la nature bourgeoise de ces partis et LO a continué à pousser les ouvriers derrière la gauche, ce qui montre bien que cette

"mise au pied du mur" n'était qu'un prétexte. Quand LO prétend que la gauche et la droite "ne sont pas rigoureusement identiques" pour les ouvriers, elle ment et déforme la réalité pour duper les ouvriers. Ce qui est vrai, c'est que ces fractions ne sont pas identiques pour la bourgeoisie, car la fonction essentielle et spécifique des partis de gauche, au sein de la bourgeoisie, c'est de mystifier et d'encadrer les prolétaires. Inversement, ce que les révolutionnaires défendent et ont toujours défendu, c'est que la gauche et la droite sont les mêmes ennemis pour les ouvriers, toutes les fractions de la bourgeoisie étant aussi antiouvrières les unes que les autres.

Dans le n°1547 de son hebdomadaire, daté du 6 mars dernier, LO adoptait un ton beaucoup plus radical mais elle réaffirmait encore avec une belle constance à la veille des élections régionales : "Les listes que Lutte Ouvrière présente dans ces élections n'ont pas pour objectif de nuire à la gauche, (souligné par nous) mais de permettre à la population laborieuse de condamner la politique actuelle du gouvernement, voire de l'infléchir. Ce qui ne pourra que renforcer la position de tous ceux qui veulent défendre véritablement les intérêts des travailleurs et éviter que la gauche ne se déconsidère une fois de plus, et peut-être plus gravement encore." Ainsi, c'est clair. Quand la gauche tape à bras raccourcis sur la classe ouvrière, le rôle des trotskistes consiste à empêcher les ouvriers de la reconnaître comme un ennemi de classe, en faisant croire aux prolétaires, une fois de plus, qu'elle peut se mettre à leur service et donc qu'ils n'ont rien à gagner à ce qu'elle se déconsidère à leurs yeux. Car un des objectifs de LO, c'est de contribuer activement à masquer la nature bourgeoise et antiouvrière de cette gauche, afin que celle-ci puisse continuer à faire passer ses attaques tant qu'elle sera au pouvoir, et encore continuer à dévoyer et briser les luttes ouvrières quand elle retournera dans l'opposition.

Il s'agit non seulement "d'aider la gauche" en rabattant les ouvriers dans le cirque électoral mais de dédouaner le gouvernement Jospin de toutes ses attaques antiouvrières. La participation de LO à la campagne de toute la bourgeoisie sur les 35 heures est particulièrement révélatrice à cet égard.

Les "35 heures" : LO dédouane la gauche de ses attaques antiouvrières

Pour pousser les ouvriers derrière la gauche, LO présente la loi gouvernementale sur les 35 heures comme une "mesure sociale" que le patronat tenterait de saboter.

Alors que le gouvernement a clairement annoncé qu'il n'était pas question de payer ces 35 heures au prix de 39 et que cette loi permet avant tout d'accélérer la mise en place de la flexibilité et de l'annualisation du temps de travail, LO cherche à faire croire que cette mesure mise en place par la gauche pourrait être une conquête ouvrière. C'est pourquoi LO "déploire" même que la loi ne soit pas applicable pour tous avant l'an 2000.

Mais surtout LO participe pleinement à la campagne idéologique et à la manœuvre orchestrée par l'ensemble de la bourgeoisie sur les 35 heures visant

(SUITE PAGE 4)

CAMPAGNES IDEOLOGIQUES SUR MAI 68

La bourgeoisie cherche une fois encore à enterrer le prolétariat

Avec le trentième anniversaire de Mai 68, la bourgeoisie française a déclenché une vaste campagne idéologique. Tous les médias sans exception se sont emparés des événements de cette époque, rivalisant d'ingéniosité afin de retenir l'attention : émissions télévisées, feuillets, numéros spéciaux, publication de livres à profusion, une véritable foire ouverte en l'honneur de cette "libération". Mais si ce n'était pas la première fois que la bourgeoisie nous servait ses plats frelatés sur Mai 68, elle l'a fait cette fois-ci avec une insistance et une dimension toute particulières afin de transformer cette "célébration" en un hymne à la gloire de la "démocratie" et d'en faire un des points culminants de l'offensive idéologique qu'elle mène contre le prolétariat depuis l'effondrement du bloc de l'Est.

Mai 68 transformé en "révolution démocratique"...

Dans la profusion et le fatras des déclarations et interviews des "acteurs" de Mai 68, de ces "radicaux", gauchistes et autres anarchistes exhibés en "consciences avancées" du mouvement, bref avec le label des spécialistes et des connaisseurs "révolutionnaires", le dénominateur commun est le suivant : ce qui s'est passé a prouvé que le capitalisme est un système indépassable, mais qu'il est possible de "changer", de "réformer". Pour preuve, ce sont pêle-mêle les mouvements pour la paix au Vietnam, l'assassinat de Martin Luther King et la lutte des Noirs américains, les révoltes étudiantes de Tokyo à Berlin en passant par l'Amérique et le Mexique, le printemps de Prague, les luttes de libération nationale, les luttes de libération de la femme, etc., qui sont évoqués jusqu'à en donner la nausée. Et c'est encore tous azimuts que les mots d'ordre antifascistes et antitotalitaires qui ont fleuri en 68 sont étalés avec complaisance, comme le fameux "CRS/SS", référence à la Résistance et à la lutte contre les Nazis, venant d'autant mieux nourrir le mensonge du combat "pour la démocratie et les libertés". La

"vérité" de la bourgeoisie sort d'ailleurs de la bouche de ses enfants. Ainsi, l'ex-maoïste et sociologue appointé Jean-Pierre Legoff déclarait dans *Télérama* du 29 avril : "Il faut reprendre les leçons qu'à sa façon Mai 68 a ouvertes : la modernisation, pour quoi faire ? pour quel type de société ? (...) En reconnaissant l'importance centrale des institutions et de la puissance publique. Ce que j'appelle la passion démocratique." Aussi, s'il est inutile et vain de chercher à renverser le capitalisme, il est nécessaire et profitable de "lutter" pour le changer. On nous ressort bien sûr Daniel Cohn-Bendit dit "Dany le Rouge", devenu porte-parole attiré de la bourgeoisie sur les événements de Mai 68, qui nous répète à satiété que la société marchande aurait réellement été "transformée", qu'elle aurait été contrainte "d'évoluer" vers un "mieux-être" des individus. C'est cela, la seule, l'unique et la "vraie" révolution. Voilà donc un des messages principaux qu'il s'agit de faire passer à toutes forces et d'inculquer aux ouvriers afin de passer sous le boisseau les réels enjeux posés par Mai 68.

Car, alors que la crise venait frapper brutalement des millions de prolétaires et que les tensions guerrières s'accroissaient violemment, fournissant de nouvelles preuves de l'enfoncement du capitalisme dans sa propre décadence, on voudrait nous asséner cette vérité définitive que le monde capitaliste aurait été au contraire en pleine évolution, que les forces sociales de la "jeunesse" poussaient à le hisser vers un nouveau stade de son "développement" : vers "plus de démocratie".

... pour mieux rejeter le prolétariat aux oubliettes

Cependant, pour mieux frapper un grand coup, la classe dominante ne s'est pas contentée, contrairement aux "anniversaires" précédents, d'escamoter les luttes ouvrières et de ne faire apparaître que le mouvement étudiant. Non, elle s'est attachée, sous couvert de "vérité"

historique, à faire apparaître le prolétariat comme un des acteurs principaux des événements de Mai 68. Mais il ne s'agissait que d'une nouvelle crapulerie visant à mieux le discréditer et attaquer sa confiance en ses propres forces.

Ainsi, les médias bourgeois ne se sont pas privés de faire apparaître la prétendue faiblesse, la "frilosité" de la classe ouvrière qui ne faisait grève que pour défendre de "mesquines" revendications économiques, tandis que les étudiants faisaient la "révolution". On nous a montré des ouvriers méfiants, enfermés peureusement dans leurs usines, sans initiative, suivant passivement les mots d'ordre de "leurs" syndicats ou bien les critiquant mais pour mieux retourner dans leur giron, cessant le combat au moindre avantage obtenu. L'image de ces ouvriers rejetant les étudiants alors que ceux-ci étaient venus chercher leur solidarité à la porte des usines, comme à Renault, est venue encore servir à présenter la classe ouvrière comme faible, impuissante et sans perspective. Cette vision cyniquement réductrice et profondément fautive de la classe ouvrière et du combat qu'elle a mené en Mai 68 (voir RI n°279) s'est vue opposée à la "lutte" de cette jeunesse inventive, qui voulait monter "à l'assaut du ciel" et "changer le monde". Ces étudiants "ludiques", turbulents et joyeux, ont été hissés en nec plus ultra de la combativité et de la ténacité, leur "spontanéité libertaire" exaltée, leur "état d'esprit libérateur" qui faisait de Mai 68 "le rendez-vous des révoltes qui voulaient faire une révolution", aux mots d'ordre "créatifs" et "jouisseurs". Bien mieux, on nous a rabâché de la manière la plus crapuleuse que le mouvement étudiant était un vaste mouvement "international" tandis que les grèves ouvrières n'étaient restées que localisées à quelques rares pays dont la France. La bourgeoisie essaie ainsi de passer à la trappe le fait que Mai 68 signalait tout au contraire le réveil international du prolétariat. Ce qu'elle cherche aussi à cacher, maquiller et surtout détruire dans la conscience des prolétaires, c'est que, si Mai 68 a bel et bien marqué un change-

ment radical de période, ces événements signifiaient en réalité la fin de 50 ans de contre-révolution triomphante et l'ouverture d'une période dans laquelle elle voyait le prolétariat mondial redresser la tête et s'engager résolument sur la voie d'affrontements de classe majeurs.

Ce gigantesque battage ne doit pas nous étonner. Il trouve sa justification et son inspiration profonde dans l'offensive idéologique quasi-ininterrompue que dirige la bourgeoisie mondiale contre le prolétariat depuis l'effondrement du stalinisme. De l'inlassable mensonge assimilant le communisme au stalinisme aux récentes falsifications de la révolution d'Octobre 17, en passant par la campagne antinégationniste voulant faire passer la Gauche communiste comme la complice des révisionnistes pro-nazis, l'anniversaire en grandes pompes de Mai 68 par toute la classe exploiteuse poursuit cette attaque de grande ampleur. Cette attaque vise non seulement à mettre en avant "l'infériorité" et la "stérilité" de la classe ouvrière, sa prétendue "incapacité" à représenter un quelconque devenir, mais elle vise aussi les organisations révolutionnaires, aux positions "mortes" car "figées" sur le passé et la défense d'un marxisme "attardé" (1). Face à cette attaque en règle contre son être de classe, face à cette opération de falsification de sa propre histoire destinée à lui faire perdre confiance en elle, la classe ouvrière ne pourra riposter qu'en s'affirmant de nouveau sur la scène sociale en développant massivement ses combats, sur son propre terrain, face à l'aggravation de la crise insoluble du capitalisme.

KW (20 mai)

(1) Ce n'est pas par hasard si la bourgeoisie a organisé en plein milieu de cette campagne un "colloque" sur Karl Marx, dont le but était clairement de "réhabiliter" un marxisme "philosophique" et "humaniste" venant montrer du doigt et chasser le marxisme militant, révolutionnaire et prolétarien, dont se réclament seules les organisations prétendues "dogmatiques" de la Gauche communiste.

FEVRIER - JUIN 1848

Le prolétariat s'affirme comme classe révolutionnaire face à la bourgeoisie

Manipuler l'histoire, travestir la réalité afin de faire disparaître toute trace d'expériences de combats prolétariens, donner de la voix à ces historiens idéologues aux ordres de l'Etat qui viennent encore nous chanter les louanges de la démocratie, voilà ce à quoi nous avons eu droit ces dernières semaines à l'occasion de l'anniversaire des événements de février-juin 1848. "Il y a 150 ans, le suffrage universel était instauré", nous rappelle le journal bourgeois Le Monde daté du 2 mars 1998. Et l'article de nous dire que les mobiles de la révolution de février, c'était uniquement l'obtention du droit de vote pour tous, acquis les armes à la main par le peuple de Paris avec à sa tête les Républicains. Belle façon de masquer la réalité, de dénaturer la réelle signification de ces événements qui ont eu une portée considérable pour la lutte de classe et le prolétariat à l'échelle internationale !

Si nos idéologues bourgeois s'appesantissent tant sur la naissance de la République démocratique en février 1848, c'est pour mieux occulter la signification réelle des combats de juin 1848, bien plus déterminants, car il s'agissait des premières manifestations où se sont clairement exprimés les intérêts d'une classe diamétralement opposée au nouveau régime bourgeois. Rappeler la formidable expérience de la classe ouvrière en 1848, c'est rappeler la dimension historique de son combat révolutionnaire.

Février 1848 : l'action révolutionnaire du prolétariat

Au milieu du XIXe siècle, la bourgeoisie achevait sa révolution en luttant contre les derniers vestiges de la féodalité, incarnés par les régimes monarchistes. C'est seulement en Grande-Bretagne que le capitalisme connaissait le stade le plus avancé de son développement et où la bourgeoisie s'était déjà emparée durablement du pouvoir politique. En France, monarchistes et bourgeois s'affrontaient dans une lutte violente pour le pouvoir, la bourgeoisie elle-même était divisée. En 1830, la monarchie constitutionnelle de Louis-Philippe fut installée avec le soutien de la bourgeoisie financière, alors que la bourgeoisie industrielle et commerçante était écartée des instances de l'Etat. Elle forma une opposition radicale contre la monarchie. En 1847, cette opposition, avec le soutien de la petite bourgeoisie démocrate, menait une lutte de plus en plus violente contre le régime de Louis-Philippe. Les causes du soulèvement de février 1848 n'étaient pas essentiellement dues à ces luttes pour le pouvoir, mais trouvaient leurs racines dans deux événements économiques majeurs : la mauvaise situation agricole du pays et la crise industrielle de 1847 qui avait démarré en Angleterre, jetant dans la misère de larges couches de la population, et en particulier une importante masse d'ouvriers. Minée par la corruption, incapable de faire face à la crise, la monarchie de Juillet entraînait le pays à la faillite. Menacée dans ses intérêts, l'opposition bourgeoise accentua sa pression pour l'obtention de réformes par la "campagne des banquets", dont une des revendications essentielles portait contre le vote censitaire qui favorisait le régime en place, pour l'élargissement du droit de vote à l'ensemble de la société. Les 22, 23 et 24 février, de nombreuses barricades furent érigées dans Paris, la misère avait poussé le peuple à la révolte. Les forces de répression passèrent du côté des insurgés, hâtant la chute de la monarchie. Le gouvernement provisoire, constitué dès le lendemain des émeutes, reflétait dans sa composition les différents partis qui

avaient abattu l'ancien régime, mais c'est la bourgeoisie qui détenait la majorité, tandis que le prolétariat n'avait que deux représentants, Louis Blanc et Albert. Ce gouvernement de compromis était secoué par des forces sociales aux intérêts diamétralement opposés. Comme le souligne Marx, dans sa brochure *Les luttes de classe en France* : "Si Paris, par suite de la centralisation politique domine la France, les ouvriers dominent Paris dans les moments de séisme révolutionnaire. La première manifestation d'existence du Gouvernement Provisoire fut de tenter de se soustraire de cette influence prédominante en lançant de Paris enivré un appel au sang-froid de la France." La bourgeoisie utilisait des manœuvres politiques pour contrer la pression des ouvriers et, face à leur demande de proclamer immédiatement la République, elle en appelait au vote de tous les Français, alors que les ministères du gouvernement provisoire étaient déjà attribués à des personnalités politiques bourgeoises ! La trahison de la bourgeoisie, après les émeutes ouvrières des 28, 29 et 30 juillet 1830, plus connue sous le nom des "Trois Glorieuses" et qui avaient chassé du pouvoir le roi Charles X, était encore présente dans la mémoire ouvrière. Le prolétariat, immature, fraîchement sorti de l'artisanat, avait donné sa victoire à la bourgeoisie qui lui avait promis une amélioration de ses conditions d'existence, promesses qui se sont rapidement transformées en mitraille lorsque ces mêmes ouvriers demandèrent leur dû. Les plaies de Juillet 1830 ne s'étaient pas refermées, et c'est par la menace des armes que le prolétariat obligea le gouvernement provisoire à proclamer la République. "Avec la proclamation de la République sur la base du suffrage universel, s'effaçait jusqu'au souvenir des objectifs et des mobiles étroits qui avaient jeté la bourgeoisie dans la révolution de février. Au lieu de quelques fractions seulement de la bourgeoisie, c'étaient toutes les classes de la société française qui se trouvaient soudain projetées dans l'orbite du pouvoir politique, contraintes de quitter les loges, le parterre et la galerie pour jouer en personne sur la scène révolutionnaire !" (Marx). La dynamique créée par la révolution de février, la proclamation de la République, avait entraîné toutes les fractions de la petite-bourgeoisie démocrate et de la bourgeoisie dans la sphère du pouvoir. Cette domination politique de la bourgeoisie apparaissait avec plus de netteté ; tandis que le suffrage universel permettait à la paysannerie et aux petits bourgeois majoritaires dans le pays de jouer le rôle d'arbitre. Ejectée du gouvernement alors qu'elle a été la force motrice du soulèvement, la classe ouvrière fit pression pour obtenir des concessions poli-

tiques, notamment la création d'un ministère du Travail qui garantirait un emploi pour tous les ouvriers. Si la bourgeoisie accepta de créer un tel ministère en s'arrangeant pour situer son siège hors du gouvernement provisoire, elle fit en sorte qu'il n'eût aucun pouvoir réel, sinon que d'occuper les ouvriers alors que les décisions essentielles étaient prises ailleurs. En fait, derrière cette revendication, au delà des confusions et des illusions qu'elle exprimait, la classe ouvrière commençait à poser le problème de la suppression de la propriété privée, confirmant les perspectives dégagées par Le Manifeste du Parti Communiste rédigé à la fin de l'année 1847. Les premiers pas de l'industrialisation ont transformé les petits ateliers artisanaux en grandes fabriques où était concentré un nombre plus grand d'ouvriers, donnant aux luttes un caractère plus massif, aiguissant ainsi les combats de classe où des intérêts diamétralement opposés s'affrontaient. La grève des mineurs de Silésie en 1847 fut la première expression d'une telle évolution de la lutte des classes, annonçant ainsi le soulèvement des ouvriers parisiens de 1848. "En imposant la République au Gouvernement provisoire, et, par ce dernier, à toute la France, le prolétariat se mettait immédiatement au premier plan en tant que parti indépendant ; mais du même coup, il jetait un défi à toute la France bourgeoise. Ce qu'il avait conquis, c'était le terrain en vue de la lutte pour son émancipation révolutionnaire, mais non cette émancipation elle-même" (Marx).

La défaite de juin 1848

"Le développement du prolétariat industriel a pour condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle. C'est seulement sous sa domination que son existence prend une ampleur nationale lui permettant d'élever sa révolution au rang d'une révolution nationale ; c'est seulement alors qu'il crée lui-même les moyens de production modernes qui deviennent autant de moyens de son affranchissement révolutionnaire" (Marx). Abattre la monarchie de Juillet, c'était abattre un régime féodal qui entravait le développement de l'industrie. Le prolétariat, surtout concentré à Paris, était submergé, dans le reste du pays, par une grande masse de paysans et de petits bourgeois. On peut comprendre, dans un tel contexte, que les ouvriers parisiens aient cherché à faire triompher leurs intérêts à côté de celui de la bourgeoisie. Le prolétariat, qui voyait dans la République sa propre création, se laissa enivrer par un vent de "fraternité républicaine" où est abolie toute lutte de classes", acclamant chaque acte du gouvernement provisoire. Grisé par ce "vent de liberté républicain", le prolétariat était incapable de voir le renforcement de la bourgeoisie et de ses manœuvres pour se débarrasser de sa trop grande influence sur la République. Pour cette République, ne rencontrant aucune résistance ni à l'extérieur ni à l'intérieur de ses frontières, il ne lui restait plus qu'à s'adapter aux conditions de la société bourgeoise, ce que fit le gouvernement provisoire de manière énergique. Il restreignit l'influence de la Banque, compromise avec l'ancien régime, en octroyant à la bourgeoisie industrielle les moyens économiques

dont elle avait besoin pour faire face à la crise qui continuait à sévir, et que les événements révolutionnaires n'ont fait qu'aggraver. La "fraternité républicaine" démocrate, qui avait utilisé le prolétariat comme masse de manœuvre dans sa lutte contre la monarchie, complotait maintenant contre celui-ci avec la bourgeoisie. La première mesure que prit le gouvernement provisoire pour renflouer les caisses de l'Etat fut d'augmenter les impôts sur les paysans, mais ce calcul avait aussi un objectif politique : dresser le monde rural contre la République, en fait dresser les paysans contre les ouvriers de Paris "qui vivaient sur leur dos". Dans le même temps, le gouvernement provisoire s'activait pour réorganiser ses forces de répression et affaiblir le prolétariat en le divisant. Ce fut tout d'abord la création de la Garde mobile, constituée essentiellement du lumpenprolétariat, facilement manipulable et achetable, dirigée par des officiers bourgeois. Les ouvriers la saluèrent comme étant une garde prolétarienne en opposition à la Garde nationale bourgeoise. A côté de la Garde mobile, le gouvernement créa les Ateliers nationaux où des ouvriers au chômage étaient payés par l'Etat pour faire des travaux subalternes. Ces ateliers, que le gouvernement présentait comme d'inspiration socialiste, devenaient la cible privilégiée de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui y voyaient l'entretien par l'Etat (qui soi-disant y dépensait des sommes importantes) d'une "masse de fainéants" de plus en plus nombreuse. Mais ces ateliers devenaient de véritables foyers de révolte ouvrière, ce qui précipita les manœuvres du gouvernement pour en finir avec le prolétariat qui était encore décidé à faire pression sur la République. Pour justifier le retour de l'armée dans la capitale, le gouvernement prétexta une manifestation armée d'ouvriers en marche pour renverser l'Etat. Le 4 mai, toutes les forces de la bourgeoisie consolidèrent leur pouvoir par le vote au suffrage universel de l'Assemblée constituante ; les deux seuls représentants ouvriers furent exclus. Le 15 mai, une fois de plus, le prolétariat envahit l'Assemblée nationale pour reconquérir une influence qui s'affaiblissait. Pour la bourgeoisie, le moment était venu de provoquer le prolétariat et de le défaire. Les dirigeants ouvriers comme Cabet ou Blanqui furent jetés en prison, des décrets furent promulgués contre tout attroupement ouvrier, mais l'élément déclencheur des émeutes de juin fut la fermeture des Ateliers nationaux. Le piège avait fonctionné : les ouvriers, lâchés par la petite-bourgeoisie démocrate soumise aux intérêts de la bourgeoisie, n'avaient plus le choix : ou mourir de faim ou s'engager dans le combat. Durant cinq jours, à partir du 22 juin, avec un courage exemplaire, le prolétariat, les mains nues, affronta la Garde mobile et l'armée ; ce fut la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne, le prolétariat contre la bourgeoisie. La répression bourgeoise fut impitoyable : plus de 3 000 ouvriers furent massacrés, plus de 10 000 envoyés au bagne. "Le voile qui cachait la République se déchira" (Marx), la petite bourgeoisie démocrate s'était évanouie comme un fantôme, laissant place à la dictature et au terrorisme impitoyable de la bourgeoisie, aussi bien sur le

prolétariat que sur la petite bourgeoisie.

Les émeutes de juin 1848 sont un moment essentiel pour la lutte de classe. Le prolétariat, au delà de son immaturité politique à cette période, s'affirmait historiquement comme classe autonome porteuse d'un avenir révolutionnaire pour la société. Juin 1848 scelle pour la première fois, l'antagonisme de deux classes aux intérêts diamétralement opposés et inconciliables, s'affrontant dans un combat historique.

André

Le soutien de LO à la gauche

(SUITE DE LA PAGE 3)

à faire accréditer que cette loi serait réellement combattue par le patronat. A en croire LO, c'est le patronat qui exercerait un chantage sur le gouvernement. Le seul "reproche" de LO au gouvernement, c'est de "céder au chantage du patronat". Tout l'effort de LO consiste à faire passer le mensonge selon lequel le patronat et un gouvernement de gauche auraient des intérêts différents, quand ce n'est pas opposés. Il s'agit de substituer au rapport de force entre les classes, un prétendu rapport de forces entre le patronat privé et la gauche, et finalement entre la droite "réactionnaire" qui soutiendrait le patronat et la gauche "réformiste" dont "les directions bureaucratiques" devraient être poussées par la pression de leur "base ouvrière" pour s'opposer réellement au patronat. Tout le battage martelé par LO sur "il faut faire payer les riches", "il faut prendre l'argent sur les profits patronaux, dans la poche des patrons", outre sa fonction de masquer aux yeux des ouvriers la faillite du capitalisme en faisant croire à la possibilité d'une autre gestion du capitalisme, vise à empêcher les prolétaires de prendre conscience que c'est l'Etat de la société bourgeoise (dont la gauche au gouvernement est le fidèle exécutant) qui est le principal responsable de l'austérité capitaliste et de la régression sociale. Quand LO vocifère que "le gouvernement fait le jeu du patronat", c'est en réalité pour tenter de freiner le discrédit de la gauche au gouvernement. Si LO désigne le patronat comme cible, c'est pour empêcher que les ouvriers n'identifient la gauche comme portant la responsabilité essentielle de cette attaque et ne la remettent directement en cause. C'est aussi pour mieux les détourner du contenu réel de ce que préparent et mettent en place le gouvernement de gauche et l'ensemble de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

En fait, ce qui distingue et caractérise la "politique" de LO, c'est le double langage. Derrière son masque radical au sein des conseils régionaux ou vis-à-vis de la LCR, le véritable rôle de LO est le même que celui des autres organisations trotskistes. Il est de préserver la fonction spécifique d'encadrement de la classe ouvrière joué par les partis de gauche au sein de la bourgeoisie.

Les prolétaires ne doivent pas tomber dans les pièges tendus par ces rabatteurs.

CB

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

culier qui détone avec ses autres prises de position de l'époque.

Le PCF et la guerre d'Algérie

La prudence extrême et la modération du PCF sur la guerre d'Algérie s'exprime dès le début de l'insurrection le 1er novembre 1954 du fait que celle-ci n'a nullement l'aval de l'URSS. Au contraire, le PC algérien, n'y ayant pris aucune part, la condamne. Et dès le 8, le PCF déclare dans *L'Humanité* "ne pas approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes", assimilant ainsi les nationalistes algériens à des provocateurs.

Dans les mois qui suivent, il continue à ignorer le FLN et à prôner le maintien de l'Algérie dans "l'union française", tout en étant contraint d'accepter "la revendication à la liberté qui doit être discutée avec les délégués de tous les partis, les représentants démocratiques, professionnels, culturels et les personnalités". En octobre 1955, il maintient ce profil bas en réaffirmant que "la négociation est le seul moyen de rassembler dans l'Union française les peuples assujettis à l'impérialisme français qui revendiquent avec l'appui des autres démocrates la liberté et l'indépendance nationale".

De même, en janvier 1956, il est amené à condamner la politique de répression sanglante de Mendès-France à la tête du gouvernement français mais deux mois plus tard, le 12 mars, sous l'impulsion de Thorez, le groupe parlementaire du PCF vote des "pouvoirs spéciaux" au socialiste Guy Mollet pour l'intensification de "l'effort de guerre", l'envoi de renforts massifs de soldats du contingent et l'allongement de la durée du service militaire. Plus tard, il condamnera avec la plus grande fermeté les actes d'insoumission, de sabotage ou de désertion et s'opposera avec vigueur au "Manifeste des 121" en soutien au FLN.

Ce soutien à l'indépendance nationale à géométrie variable, en fonction des intérêts et des choix exclusifs du bloc russe, entraînera certaines désaffections à son égard, notamment auprès des plus jeunes générations, massivement réquisitionnées et entraînées dans l'aventure guerrière de "l'Algérie française".

Dans le prochain article de cette série, nous verrons comment cet alignement indéfectible du PCF sur la politique impérialiste du bloc russe en général et son attachement à la politique stalinienne en particulier se fera particulièrement sentir lors des événements de Pologne et de Hongrie avec le soutien inconditionnel à l'écrasement du soulèvement hongrois de 1956, soulèvement dénoncé par le PCF comme une "action putschiste des forces fascistes et de réaction". Nous verrons également comment, déjà en pointe dès 1948 dans la chasse aux "titistes" accusés de faire le jeu de l'impérialisme américain, le PCF sera après la mort du maître à penser, le plus zélé apôtre et continuateur de la politique stalinienne.

CB

MASSACRES AU MOYEN-ORIENT

La faillite de la "pax americana"

La commémoration de la création de l'Etat d'Israël s'est soldée le 14 mai dernier par de nouvelles émeutes et un nouveau massacre. Sur fond de mécontentement explosif des populations palestiniennes, elles-mêmes sévèrement encadrées et brutalisées par leur propre police, l'armée israélienne a ouvert le feu, faisant plusieurs victimes. Et c'est suite à la mort d'un enfant palestinien que les affrontements meurtriers se sont intensifiés et que les manifestations se sont radicalisées : jets de pierres rappelant les heures noires de l'Intifada, auxquels ont riposté les soldats israéliens par des tirs à balles réelles. A Ramallah, Gaza, Béthléem et Hébron, y compris en Cisjordanie, des heurts violents se sont répétés, les plus importants depuis septembre 1997 alors que les combats au sud-Liban contre le Hezbollah et les attentats-suicides avaient fait de nombreux morts.

Cette barbarie est un pur produit de l'impasse dans laquelle le système capitaliste entraîne toute l'humanité. Elle est le résultat de la confrontation permanente entre puissances impérialistes. Il faut se souvenir que la bourgeoisie et ses médias aux ordres prétendaient, depuis les accords de Washington et la poignée de main Arafat/Rabin en 1993, que le Moyen-Orient devait entrer dans une "ère de paix". Mensonge ! Les accords d'Oslo (parrainés secrètement là aussi par le "big boss" américain) avaient été ensuite très rapidement mis en échec. Ceci alors que les campagnes idéologiques sur la "paix" allaient crescendo. L'horreur capitaliste s'est imposée au quotidien ! Les bouclages musclés et systématiques de Gaza et de Cisjordanie (qui vont encore se durcir vu les événements), les colonisations brutales et la terreur planifiée de Tshal, ont conduit à des ripostes violentes

de la part des Palestiniens, avec leur succession d'attentats, de meurtres, de manifestations et d'émeutes.

Au début du mois dernier, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a tenté de débloquent les négociations à Londres, lors d'entretiens séparés avec Arafat et Nétanyahou, pour essayer de réaffirmer l'autorité du grand gendarme impérialiste. Mais sans succès. La fin de non-recevoir et l'intransigeance de Nétanyahou, poussé par les "faucons" de la droite dure, a encore témoigné des difficultés majeures que connaissent les Etats-Unis pour tenter de reprendre la situation en mains. Quant à Arafat et aux composantes de l'OLP, de plus en plus impatients, soutenus ouvertement par les puissances européennes impérialistes rivales des Etats-Unis (dont la France en premier lieu), ils se retrouvent pris entre deux feux,

coincés par la pression des radicaux, notamment du Hamas et contraints de juguler la colère désespérée de la population.

Désormais, le règne du chacun pour soi exacerbe davantage ces antagonismes continuels et fait que les belligérants s'affrontent dans un environnement international devenu un gigantesque panier de crabes où chaque impérialisme tente d'exploiter à son profit les difficultés de ses rivaux.

Le Moyen-Orient, carrefour stratégique et militaire pour les puissances régionales comme pour les plus grands vautours impérialistes reste plus que jamais une véritable poudrière, où l'engrenage de la guerre va faire payer toujours plus violemment le prix du sang à une population prise en otage. Avec l'enfoncement du capitalisme dans sa faillite historique, les tensions impérialistes ne peuvent que s'exacerber. Le système capitaliste agonisant, en effet, ne connaît pas d'autre voie que la décomposition sociale, la multiplication des conflits guerriers et l'amplification du chaos.

W (16 Mai)

EMEUTES EN INDONESIE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

de galvaniser la colère des couches les plus misérables de la population et de les pousser sur le devant de la scène sociale, tandis que les grèves ouvrières, qui ont explosé spontanément dès l'annonce du plan d'austérité, sont restées à l'arrière-plan.

Dans un tel climat de confusion et de chaos social, la riposte de la classe ouvrière est malheureusement restée très faible et minoritaire. Les grèves ouvrières ont été totalement étouffées et occultées par le caractère spectaculaire et massif des émeutes qui ont explosé notamment à Djakarta. Les actes de vandalisme et de violence ne s'attaquent pas seulement aux symboles du capitalisme et du gouvernement. La minorité chinoise, désignée comme responsable des inégalités sociales et de la misère de la population indonésienne, devient la principale cible des émeutiers (pillages et incendies des magasins et des maisons, lynchage de la population chinoise accusée de s'être enrichie sur le dos des Indonésiens).

La défense de la démocratie contre la dictature militaire, de même que les pillages et le déchaînement de haine xénophobe, n'est pas le terrain de la classe ouvrière.

Même si un nombre important d'ouvriers a été entraîné dans les émeutes, celles-ci ne sont en aucune façon une manifestation de la lutte de classe du prolétariat. Elles ne sont qu'un feu de paille ne pouvant déboucher sur aucune autre perspective que la répression sanglante. Et même si la bourgeoisie des grandes puissances, Etats-Unis en tête, a lâché Suharto et pousse aujourd'hui à la "démocratisation" du régime en Indonésie, cela ne changera pas le sort des exploités. Quelle que soit la clique bourgeoise au pouvoir, les prolétaires devront de toute façon payer ces "réformes démocratiques" au prix fort : celui d'une dégradation encore plus catastrophique de leurs conditions d'existence, imposée justement par ces grandes démocraties d'Europe et d'Amérique. Que les Chirac, Blair, Clinton et consorts dénoncent aujourd'hui à cor et à cri la répression ne fait que révéler l'hypo-

crisie sans borne des grandes puissances. Leurs gesticulations "humanitaires" ne visent qu'à occulter leur responsabilité non seulement dans la mise en place du régime de Suharto au temps de la "guerre froide", mais encore dans la mise en application du plan d'austérité imposé aujourd'hui par le FMI.

La réponse est entre les mains du prolétariat des pays centraux

Le seul terrain sur lequel le prolétariat peut se battre contre le capitalisme en crise, contre l'austérité, le chômage et la misère qu'il engendre, c'est celui des grèves et manifestations massives pour la défense de ses conditions d'existence, et non pour la "démocratie" ou contre la minorité chinoise.

Malheureusement, dans cette région du monde, la classe ouvrière, du fait de son manque d'expérience de luttes et de confrontation aux forces de la démocratie bourgeoise, n'a pas aujourd'hui les moyens de s'affirmer et de développer sa force.

Dans une situation de marasme économique et de chaos social, elle ne peut qu'être prise en étau entre d'une part les mystifications démocratiques mises en avant par les fractions bourgeoises dans l'opposition et, d'autre part, la violence aveugle de couches sociales non prolétaires loupénisées par le chômage et la misère.

En se laissant entraîner hors de son terrain de lutte, non seulement la classe ouvrière est incapable de faire reculer les attaques contre ses conditions de vie, mais elle ne peut que s'exposer au bain de sang.

La situation dramatique dans laquelle se trouvent plongés les prolétaires en Indonésie, en Corée, et dans toutes les régions périphériques les plus durement touchées par l'accélération brutale de la crise économique, doit être un appel à la classe ouvrière des pays les plus industrialisés d'Europe occidentale. Face à l'impasse économique de son système, la bourgeoisie mondiale n'a rien d'autre à offrir aux prolétaires que toujours plus

de misère, de chômage, de famine et de mitraille.

Seule la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme, du fait de sa forte concentration, de sa longue expérience de lutte et de confrontation à l'Etat démocratique, peut offrir une perspective aux prolétaires du monde entier comme à l'ensemble de l'humanité (1).

Ce n'est qu'en développant ses luttes dans les pays "démocratiques" d'Europe et d'Amérique, contre les effets de la crise économique mondiale, que le prolétariat pourra mettre un terme au chaos, à la misère, aux famines, à la répression et aux massacres.

Marine (20 mai)

(1) Voir l'article de la *Revue Internationale* n°31, "Le prolétariat d'Europe de l'Ouest au cœur de la lutte de classe".

Grève massive au Danemark

Fin avril, 500 000 prolétaires au Danemark se sont mobilisés dans une grève massive qui a paralysé pendant plus d'une semaine l'activité économique du pays. Au centre des revendications ouvrières se trouvait le rejet de l'accord salarial passé entre le patronat et la centrale syndicale LO, les ouvriers réclamant une sixième semaine de congés payés. Si cette grève massive, la première depuis 1985, n'a pas donné lieu à une publicité médiatique internationale, comme celle de décembre 95 en France, c'est parce qu'elle se situe dans un contexte différent : celui d'une tendance vers la reprise générale de la combativité ouvrière dans tous les pays. Néanmoins, la bourgeoisie, ne pouvant se payer le luxe d'un "black out" total, ne s'est pas privée de faire passer son propre message visant à dénaturer cette lutte ouvrière. A en croire les médias occidentaux, cette grève aurait été une "grève de riches", dans un pays soi-disant épargné

par la crise économique mondiale puisque le taux de chômage ne dépasse pas encore les 7%. Quant aux syndicats, s'ils considèrent cette grève comme "légitime", c'est parce que les prolétaires danois, selon eux, ne feraient que réclamer les dividendes des bénéfices des entreprises en pleine prospérité. Autrement dit, avec cette même logique capitaliste, lorsque l'économie va mal (comme ici ou, pire encore, dans les pays du sud-est asiatique !), les ouvriers n'auraient pas à revendiquer une quelconque amélioration de leurs conditions de vie. Voilà comment la propagande bourgeoise cherche à enchaîner les ouvriers aux intérêts de leurs exploiters.

Faute de place, nous ne pouvons développer ici notre analyse de la signification de cette grève et de son déroulement. L'article prévu à cet effet sera publié dans le prochain numéro de RI.

M.

LA DECADENCE DU CAPITALISME



courant communiste international
résultat de votes / brochure 1942

La vision fausse de Trotsky sur la bureaucratie stalinienne

Depuis son passage dans le camp de la bourgeoisie pour avoir abandonné l'internationalisme prolétarien et soutenu l'impérialisme russe lors de la Seconde Guerre mondiale, le trotskisme a toujours apporté sa caution au mensonge bourgeois assimilant stalinisme et communisme, à travers la défense de la prétendue nature ouvrière des régimes des pays de l'Est. La "trahison" du courant trotskiste est en partie imputable à la dérive opportuniste et aux erreurs de son leader, dont on ne peut cependant pas affirmer qu'à l'image de ses épigones il aurait rejoint le camp ennemi. La contribution d'un contact du CCI à Moscou (1) dont nous publions ci-dessous des extraits met en lumière les contradictions de l'analyse de Trotsky sur l'analyse de l'URSS dans les années 30.

(...) Trotsky dresse le tableau suivant de la bureaucratie : il existe une couche sociale assez nombreuse qui contrôle la production, donc son produit, d'une manière monopolistique, qui s'approprie une grande part de ce produit (c'est-à-dire exerce une fonction d'exploitation), qui est unie autour de la compréhension de ses intérêts matériels communs et qui est opposée à la classe des producteurs.

Comment les marxistes appellent-ils la couche sociale qui a toutes ces caractéristiques ? Il n'y a qu'une seule réponse : c'est la classe sociale dirigeante au sens plein du terme.

Trotsky conduit les lecteurs à une telle conclusion. Mais lui n'y parvient pas, bien qu'il note qu'en URSS la bureaucratie "est quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie" (2). "Quelque chose de plus", mais quoi ? Trotsky ne le dit pas. De plus, il consacre un chapitre entier à réfuter l'idée d'une essence de classe de la bureaucratie. Après avoir dit "A", après avoir dressé un tableau de la classe dirigeante exploiteuse, Trotsky recule au dernier moment et refuse de dire "B".

Le stalinisme et le capitalisme

Trotsky fait preuve des mêmes réticences quand il traite une autre question, lorsqu'il compare le système bureaucratique stalinien et le système capitaliste. "Mutatis mutandis, le gouvernement soviétique s'est mis à l'égard de l'économie dans son ensemble dans la situation du capitaliste à l'égard d'une entreprise isolée", nous dit Trotsky dans le Chapitre II de *La Révolution trahie*.

Dans le Chapitre IX il écrit : "Le passage des usines à l'Etat n'a changé que la situation juridique [souligné par l'auteur de ce texte] de l'ouvrier ; en fait, il vit dans le besoin tout en travaillant un certain nombre d'heures pour un salaire donné (...) Les ouvriers ont perdu toute influence sur la direction des usines. Travaillant aux pièces, vivant dans une gêne profonde, privé de la liberté de se déplacer, subissant à l'usine même un terrible régime policier, l'ouvrier pourrait difficilement se sentir 'un travailleur libre'. Le fonctionnaire est pour lui un chef, l'Etat un maître." (2)

Dans le même chapitre Trotsky note que la nationalisation de la propriété ne liquide pas la différence sociale entre les couches dirigeantes et les couches soumises : les unes jouissent de tous les biens possibles, les autres vivent dans la misère comme jadis et vendent leur force de travail. Dans le Chapitre IV, il dit la même chose : "La propriété étatique des moyens de production ne transforme pas le fumier en or et n'entoure pas d'une auréole de sainteté le 'sweating system', le système de la sueur." (2)

Ces thèses semblent très clairement constater des phénomènes élémentaires

du point de vue marxiste. Car Marx a toujours souligné que la caractéristique principale de tout système social n'était pas constituée par ses lois et "ses formes de propriété", dont l'analyse en tant qu'une chose en soi menait à une métaphysique stérile (3). Le facteur décisif est constitué par les rapports sociaux réels, principalement le comportement des groupes sociaux envers le surproduit social.

Un mode de production peut se fonder sur différentes formes de propriété. L'exemple du féodalisme le montre bien. Au Moyen Age, il s'est fondé sur la propriété féodale privée des terres dans les pays occidentaux et sur la propriété féodale d'Etat dans les pays orientaux. Néanmoins, dans les deux cas, les rapports sociaux étaient féodaux, ils s'appuyaient sur l'exploitation féodale que la classe des paysans producteurs subissait.

Dans le Livre III du *Capital*, Marx définit comme caractéristique principale de toute société "la forme économique spécifique sous laquelle le travail gratuit est directement soutiré des producteurs". Par conséquent, ce qui joue le rôle décisif ce sont les rapports entre ceux qui contrôlent le processus et les résultats de la production et ceux qui exercent cette dernière ; l'attitude des propriétaires des conditions de la production envers les producteurs eux-mêmes... : "C'est ici que nous découvrons le mystère le plus profond, la base cachée de toute la société" (4).

Nous avons déjà donné le tableau des rapports entre la couche dirigeante et les producteurs tel que le décrit Trotsky. D'un côté, "les propriétaires des conditions de la production" réels incarnés dans l'Etat (c'est-à-dire la bureaucratie organisée), de l'autre, les propriétaires "de-jure", en fait les travailleurs déposés des droits, les salariés dont "le travail gratuit est soutiré". Il n'est possible d'en tirer qu'une seule conclusion logique : du point de vue de leur nature, il n'y a aucune différence fondamentale entre le système bureaucratique stalinien et celui du capitalisme "classique".

Ici aussi, après avoir dit "A", après avoir démontré une identité fondamentale de ces deux systèmes, Trotsky ne dit pas "B". Au contraire, il se dresse catégoriquement contre une identification de la société stalinienne à un capitalisme d'Etat et il avance la thèse qu'il existe en URSS une forme spécifique d'"Etat ouvrier" où le prolétariat demeure une classe dirigeante du point de vue économique et ne subit pas d'exploitation bien qu'il soit "politiquement exproprié".

Pour soutenir cette thèse, Trotsky invoque la nationalisation des terres, des moyens de production, du transport et des échanges ainsi que le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire qu'il dresse le même argumentaire "juridique" qu'il a déjà réfuté d'une manière convaincante (voir les citations

ci-dessus). A la page 72 [édition russe] de *La Révolution trahie* il nie que la propriété d'Etat puisse "transformer le fumier en or", mais à la page 206, au contraire, il déclare que le seul fait de la nationalisation suffit pour que les travailleurs opprimés deviennent la classe dirigeante.

Un schéma qui fausse la réalité

Comment peut-on expliquer cela ? Pourquoi Trotsky, le publiciste, le critique impitoyable du stalinisme qui cite les faits démontrant que la bureaucratie est une classe dirigeante et un exploitateur collectif, peut-il contredire Trotsky, le théoricien qui essaie d'analyser les faits exposés ?

Evidemment, on peut donner deux séries de causes principales qui ont empêché Trotsky de surmonter cette contradiction. Ce sont des causes de type théorique et des causes de type politique.

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky essaie de réfuter en théorie la thèse de l'essence de classe de la bureaucratie en avançant des arguments assez faibles dont le fait qu'elle "n'a ni titres ni actions" (2). Mais pourquoi la classe dirigeante doit-elle obligatoirement les posséder ? Car il est bien évident que la possession "des actions et des obligations" elle-même n'a aucune importance : la chose importante consiste dans le fait que tel ou tel groupe social s'approprie ou non un surproduit du travail des producteurs directs. Si oui, la fonction d'exploitation existe indépendamment de la distribution d'un produit approprié soit en tant que profit sur des actions, soit en tant que traitements et privilèges de fonction. L'auteur de *La Révolution trahie* est aussi peu convaincant quand il dit que les représentants de la couche dirigeante ne peuvent pas laisser leur statut privilégié en héritage. Il est peu probable que Trotsky ait sérieusement envisagé que les fils de l'élite puissent devenir ouvriers ou paysans.

A notre avis, il ne faut pas chercher dans des explications superficielles de ce genre une cause vraiment fondamentale du refus de Trotsky de considérer la bureaucratie comme la classe sociale dirigeante. Il faut la chercher dans sa conviction profonde que la bureaucratie ne pouvait pas devenir l'élément central d'un système stable, qu'elle n'était capable que de "traduire" les intérêts d'autres classes, mais en les faussant.

Aux cours des années 20, cette conviction était déjà devenue la base du schéma des antagonismes sociaux de la société "soviétique" adopté par Trotsky pour qui le cadre de tous ces antagonismes était réduit à une dichotomie stricte : prolétariat-capital privé. Dans ce schéma, il ne reste aucune place pour une "troisième force". L'ascension de la bureaucratie a été considérée comme le résultat d'une pression de la petite bourgeoisie rurale et urbaine sur le parti et l'Etat. La bureaucratie a été considérée comme un groupe balançant entre les intérêts des ouvriers et ceux des "nouveaux propriétaires", qui n'était capable de bien servir ni les uns, ni les autres. Indubitablement, après une première atteinte sérieuse sur sa stabilité, le régime de domination d'un pareil groupe instable "entre les classes" devrait tomber et ce groupe se scinder.

C'est ce que Trotsky a prédit à la fin des années 20 (5).

Pourtant, dans la réalité, les événements se sont développés d'une autre manière. Après un conflit des plus violents avec la paysannerie et la petite bourgeoisie, la bureaucratie n'est pas tombée et ne s'est pas scindée. Après avoir facilement obtenu la capitulation de la "droite" peu nombreuse en son sein, elle a commencé à liquider la NEP, "les koulaks comme classe", a déployé une collectivisation et une industrialisation forcées. Tout cela a été complètement inattendu pour Trotsky et ses partisans, car ils étaient sûrs que les "apparatchiks" centristes n'en seraient pas capables du fait de leur nature ! Il n'est pas étonnant que l'échec des prévisions politiques de l'opposition trotskiste ait entraîné son déclin catastrophique.

Malgré toutes ces prévisions, le régime stalinien s'est maintenu, la bureaucratie, non seulement s'est unifiée, mais elle a même renforcé son pouvoir totalitaire. Néanmoins, Trotsky a continué de considérer le système bureaucratique en URSS comme extrêmement précaire, et dans les années 30, il a cru que le pouvoir de la bureaucratie pouvait s'effondrer à tout moment. (...)

Ainsi, tous les pronostics sur le destin de la bureaucratie "soviétique" dirigée par Trotsky ont été réfutés les uns après les autres par les événements eux-mêmes. Pourtant, malgré tout cela, il n'a pas voulu modifier ses opinions. Pour lui, l'attachement à un schéma théorique valait plus que tout le reste. Mais là ne se trouve pas la seule cause.

La recherche équivoque d'une alliance avec la bureaucratie

Si nous examinons l'histoire de l'opposition trotskiste dans les années 20 et au début des années 30, nous verrons que la base de toute sa stratégie politique était de miser sur une désintégration de l'appareil gouvernant en URSS. Trotsky considérait l'alliance d'une hypothétique "tendance de gauche" au sein de la bureaucratie avec l'Opposition comme la condition nécessaire pour une réforme du parti et de l'Etat.

Trotsky a mis tous les points sur les "i" sur la question de l'attitude envers les staliens dans son article-interview inédit écrit en décembre 1932 : "Aujourd'hui, comme jadis, nous sommes prêts à une coopération multiforme avec la fraction dirigeante actuelle. Question : en conséquence, êtes-vous prêts à coopérer avec Staline ? Réponse : sans aucun doute" (6).

(...) Les leaders de l'Opposition considéraient l'alliance avec Staline comme le moyen de sauver le parti, la propriété nationalisée et l'économie planifiée de la contre-révolution bourgeoise.

(...) Enfin, à l'automne 1933, après beaucoup d'hésitations, Trotsky a rejeté l'espoir tout utopique en des réformes du système bureaucratique avec la participation des staliens et a appelé à faire "une révolution politique" en Union Soviétique.

Mais ce changement du mot d'ordre principal des trotskistes n'a nullement signifié la révision radicale de leurs points de vue sur la nature de la bureaucratie, du parti et de l'Etat, ni un refus définitif des espérances en faveur d'une alliance avec sa tendance "progressiste".

(...) De plus, le leader de la IVe Internationale a cru admissible la formation d'un "front uni" avec la partie stalinienne de l'appareil en cas de tentatives de contre-révolution capitaliste auxquelles il fallait s'attendre "dans l'immédiat", comme il le pensait en 1938 (7).

Bref, constater l'essence de classe de la bureaucratie portait un coup très sérieux aux bases de la stratégie politique de Trotsky. Naturellement, il ne l'a pas voulu.

Trotsky révisé en partie ses positions

Il faut rendre justice à Trotsky : à la fin de sa vie il a commencé à réviser ses visions de la bureaucratie stalinienne. On le voit dans son livre *Staline*. la plus mûre de ses œuvres bien qu'inachevée. En examinant les événements décisifs au tournant des années 1920-1930, quand la bureaucratie a complètement monopolisé le pouvoir et la propriété, Trotsky considère déjà l'appareil d'Etat et du parti comme une des forces sociales principales qui luttait pour disposer du "surplus de la production du travail national". (...) En conséquence, la bureaucratie "n'exprimait" pas les intérêts d'autrui et ne "balançait" pas entre deux pôles, mais se manifestait en tant que groupe social conscient avec ses propres intérêts. Elle l'a emporté dans la lutte pour le pouvoir et les profits après avoir abattu tous ses concurrents. (...) La conclusion est bien claire : c'est la bureaucratie qui est devenue cette classe sociale dirigeante. A la vérité, après avoir préparé cette conclusion, Trotsky n'y parvient pas, préférant ne pas achever politiquement ses réflexions. Mais il a fait un grand pas en avant.

Dans son article "L'URSS dans la guerre" publié en 1939, Trotsky a fait encore un pas dans cette direction : il croit possible en théorie que "le régime stalinien [soit] la première étape d'une société d'exploitation nouvelle". Certes, il a comme toujours souligné qu'il avait un autre point de vue sur cela : le système soviétique et la bureaucratie qui y gouvernait n'étaient qu'une "répétition épisodique" dans le processus de la transformation d'une société bourgeoise en société socialiste. Néanmoins il a déclaré sa bonne volonté de réviser ses opinions en certaines circonstances, au cas où le gouvernement bureaucratique en URSS survivrait à la guerre mondiale déjà commencée et se répandrait dans d'autres pays (8).

A.G.

(1) Cette contribution, publiée intégralement dans la *Revue Internationale* n° 92, a été versée à la discussion de la conférence de Moscou en 1996 sur Trotsky et sur son livre *La Révolution trahie*.

(2) Léon D. Trotsky, *La révolution trahie*, in *De la Révolution*, Editions de Minuit, Paris, 1963.

(3) Marx, *Misère de la philosophie*, chap. 2.

(4) Marx, *Le Capital*, Livre III.

(5) Voir l'article "vers la nouvelle étape" - Centre russe des collections de documents de la nouvelle histoire (CRCDNH), fond 325, liste, dossier 369, p. 1-11.

(6) Cf. P. Broué, *Trotsky et le bloc des oppositions de 1932*, in *Cahiers Léon Trotsky*, 1980, n° 5, p. 22.

(7) *Bulletin de l'Opposition*, 1938, n° 66-67, p. 15.

(8) Léon D. Trotsky, *L'URSS dans la guerre*, Oeuvres, Tome 22, Paris 1985, p. 48.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCIONPROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE :
100 F - ETRANGER : 100 F - PAR
AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des
réunions publiques et des permanences dans plu-
sieurs villes.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions
s'organisent autour d'un thème précis introduit par un
bref exposé de notre organisation, dans les permanen-
ces, le débat se développe à partir des questions et
préoccupations des participants (actualité, histoire du
mouvement ouvrier, approfondissement des positions
politiques...).

RÉUNIONS PUBLIQUES

MAI 68
Le prolétariat ressurgit
comme seule classe
révolutionnaire de la société

LYON : le samedi 27 juin à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt
Antonins).

MARSEILLE : le samedi 4 juillet
à 20h30.
Rendez-vous à partir de 20h15 à la
sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 13 juin
à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de
l'Amiral-Duchaffault (quartier
Mellinet).

PARIS : le samedi 13 juin à 17 h,
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-
Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 19 juin
à 21 h.
Rendez-vous sur la place de
l'église de la Fourquette, route de
Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 20 juin à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de
l'av. de la Tranchée).

GRENOBLE

Permanence le samedi 4 juillet de 15 h à 18 h, Brasserie "Le
Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).
Vente de la presse le samedi 4 juillet de 10h30 à 11h30 à
l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le vendredi 19 juin, à 20 h 30 à la MNE, 23,
rue Gosselet.
Vente de la presse les dimanches 7 juin et 5 juillet de 11 h à
12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de
la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des
Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 27 juin de 18 h à 21 h au C.C.O., 39,
rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Anto-
nins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE

Permanence le vendredi 12 juin à partir de 18 h 30, au buffet
Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse le samedi 13 juin de 11h30 à 12h30, allée
centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue
St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 13 juin de 18 h à 20 h et le samedi 4
juillet de 17 à 20 h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de
l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 27 juin et 11 juillet de 18 h à 20 h,
au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M° St-Denis-
Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30. De
plus, le CCI sera présent à la fête de Lutte Ouvrière les 30, 31
mai et 1er juin 1998 et diffusera sa presse au départ des bus
Porte de la Chapelle.

ROUEN

Vente de la presse le 1er dimanche du mois, soit les 7 juin et
5 juillet, de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La
Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 5 juin à 18 h 30. Rendez-vous
brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du
pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 7 et 21 juin de 10h30 à 12h,
au marché aux Pucés (place St-Sernin), et le dimanche 14 juin
de 11 h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 20 juin de 18 h à 20 h et le samedi 4
juillet de 17 h à 20 h, 9 place de la Tranchée (en haut de
l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à
11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolu-
tionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques.
C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la
diffusion de nos publications, comme certains nous
l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent
disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les compes-
rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les
rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les

difficultés auxquelles se heurte le prolétariat au-
jourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse
soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques,
et il est souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la
diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renou-
veler nos appels à ce que des critiques ou commen-
taires nous parviennent.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par
des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription
permanente pour le soutien de notre journal et de notre
intervention. Vos contributions sont les bienvenues au
compte de AL RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou
peuvent être données lors de nos interventions.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^e-
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-Fd :
Le Papyvire - 3, rue
de l'Ente. Maison de la
Presse - place de
Jaudé.

DIEPPE : Maison de
la Presse - 102,
Grande-Rue.

DUNKERQUE :
Maison de la Presse -
34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx
- 6, rue Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue Saint-
Laurent.

LAVAL : Point presse -
Centre C^{ad} La-Mayenne.

LE HAVRE : Presse des
Halles - 27, place des
Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^e).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouvrte - 19, rue du G^{al}-
de-Gaulle.

MONTAUBAN :
Maison de la Presse -
rue de la République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-
Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur. Lanoë - 2, rue
de Verdun. Librairie
des Boulevards - 20, bd
des Anglais.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-

la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge -
1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet. Utopia -
rue Pierre-Berard.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{le}-Leclerc.

TOULOUSE : Toulouse
Presse - 60, rue Bayard.
FNAC - 81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104,
rue Colbert.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8 F / Etranger 18 F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18 F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18 F)

**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18 F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8 F/18 F)

**Organisation communiste et
conscience de classe** (15 F + 8 F/18 F)

**L'Etat dans la période de transi-
tion**
(20 F + 8 F/18 F)

**Bilan de la lutte des infirmières
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18 F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18 F)

La Gauche communiste d'Italie (80
F + 21 F/33 F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F
33 F)

L'effondrement du stalinisme (20 F
+ 8 F/18 F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18 F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

**Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière**
(20 F + 8 F/18 F)

La prétendue "paranoïa" du CCI
(tomes I et II) (25 F et 40 F + 8 F/18 F)

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
Revue
Internationale/ 93

2eme trimestre 1998

15 ff / 100 fb

Chômage
LA BOURGEOISIE PREND LES DEVANTS
FACE À LA MONTÉE DE LA COLÈRE OUVRIÈRE
Irak
UN REVERS DES ETATS-UNIS
QUI RELANCE LES TENSIONS GUERRIÈRES
Mai 1968
LE PROLÉTARIAT REVIENT
À L'AVANT DE LA SCÈNE
1848 : le Manifeste Communiste
UNE BOUSSOLE INDISPENSABLE
POUR L'AVENIR DE L'HUMANITÉ
Le communisme n'est pas un bel idéal,
il est à l'ordre du jour de l'histoire, III
1918 : LE PROGRAMME
DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND
Révolution allemande, IX
L'ACTION DE MARS 1921 : LE DANGER
DE L'IMPATIENCE PETITE BOURGEOISE
Des débats entre groupes "bordiguistes"
UNE ÉVOLUTION SIGNIFICATIVE
DU MILIEU POLITIQUE PROLÉTARIEN

Souscriptions

D (Rouen) : 300.

Lille : Permanence du 25 avril : H : 350 ; L : 10 ; KR : 20.

Lyon : Permanence d'avril : Cat : 100 ; Jer : 100 ;
Jac : 200

Marseille : Permanences et réunions publiques de jan-
vier à avril : JK : 300 ; Jim : 106 ; R : 25 ;
Mir : 100 ; F : 35 ; A : 185 ; JC : 189 ; Ru : 60 ;
divers : 39.

Nantes : Réunion publique du 21 février : GM : 100 ;
Permanence du 14 mars : Julie : 200 ; Romain : 500.

Paris : Permanence du 21 avril : H : 90 ; Al : 14.
Permanence du 3 mai : Al : 30 ; Goupil : 150. Réunion

publique du 16 mai : Sy : 30 ; JM : 200 ; Ch : 30 ; Pr : 50 ;
FM : 80 ; B : 200 ; H : 300 ; JPC : 100 ; Albert : 400 ;
Mila : 200 ; MBLC : 50 ; LQ : 100 ; MG : 100 ; CN : 50 ;
Goupil : 150 ; X : 40. Manif du 1er mai : 46.

Toulouse : Permanence du 20 mars : Da : 50 ; Ch : 100 ;
Ge : 50 ; E : 146. Réunion publique avril 98 : AM : 100 ;
Jo : 185 ; Ol : 85 ; Da : 100 ; Ch : 200 ; Ger : 100 ; Er :
185.

Tours : Permanence du 14 février : G : 200 ; Aboulafia :
150. Réunion publique du 21 mars : Gil : 200 ; Béatrice :
100 ; GP : 200 ; Aboulafia : 200.

Total : 7680

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

1947-1956

Le PCF dans la "guerre froide" : à la botte du bloc impérialiste russe

Après avoir été de tous les gouvernements de la bourgeoisie française pendant trois ans, de 1944 à 1947 pour faire accepter à la classe ouvrière, à travers une pression idéologique énorme, de "retrousser ses manches" et de "se sacrifier" pour la reconstruction nationale d'après-guerre, en pleine période de disette et de blocage des salaires, le PCF est poussé hors du gouvernement, sitôt la fin de la grève chez Renault. Face à cette grève, le parti stalinien avait montré ses difficultés à maintenir son encadrement sur le prolétariat et à contenir la colère accumulée (voir RI n°279).

Si la grève de Renault a constitué l'élément déterminant de ce départ forcé le 5 mai 1947, le reste de la bourgeoisie avait préparé le terrain. Déjà le 18 mars, en guise d'avertissement, le chef du gouvernement, le radical Ramadier, avait provoqué un clash à l'assemblée nationale en poussant les députés communistes à se désolidariser publiquement du gouvernement sur la guerre coloniale d'Indochine (1). Cette guerre avait été engagée l'année précédente avec le plein aval de Thorez et une prudente réserve des autres ministres du PC, alors même que Staline soutenait ouvertement le Viêt-minh.

Cependant, le PCF cherche à s'accrocher et, loin de se radicaliser dans un premier temps, ses discours démontrent qu'il fait pression pour revenir au gouvernement, multipliant les concessions, acceptant presque toutes les clauses du plan Marshall d'aide à la reconstruction européenne sous l'aile des Etats-Unis et martelant l'idée chez ses militants que sa mise à l'écart du gouvernement n'est que provisoire.

C'est dans ce contexte qu'il est convoqué à la conférence des "partis frères" qui s'ouvre le 22 septembre 1947 à Szlarska-Poreba en Pologne. D'emblée, la politique du PCF (ainsi que celle du PC italien qui a également pratiqué une politique de coalition gouvernementale après la chute du régime fasciste) est violemment mise en accusation par les émissaires de Staline et

Le PCF dans l'opposition face à la classe ouvrière

Dès la mi-novembre 1947, pour se recrédibiliser aux yeux de la classe ouvrière, attisant le large mécontentement des ouvriers, exaspérés par une pénurie qui provoque une nouvelle flambée des prix et des services de consommation courante (gaz, électricité, transports), il lance, anime et contrôle de bout en bout une série impressionnante de grèves à l'échelon national. Ces grèves sont extrêmement dures et violentes. Elles démarrent le 12 novembre à Marseille, contre une nouvelle augmentation des tarifs dans les tramways. En deux semaines, le PCF parvient à étendre la grève chez la quasi-totalité des mineurs, des dockers, des marins, des métallos (Renault, Citroën), ainsi que chez les enseignants, les postiers, les ouvriers du textile et du bâtiment, et une multitude de petites entreprises. La presse d'époque évoque le chiffre d'environ 3 millions de grévistes. Le parti stalinien fait non seulement occuper les usines comme en 1936, mais pousse également les ouvriers à assiéger des bâtiments publics comme les préfectures ou à bloquer les voies ferrées et les routes. Il relie même ces mouvements à travers un comité national de grève placé sous son autorité. Il pousse également les ouvriers vers des affrontements systématiques avec la police, les exposant à la répression menée avec énergie par le ministre de l'Intérieur "socialiste" Jules Moch.

Cet "automne chaud" se soldera par 1 375 arrestations officielles et un millier de condamnations en justice. Au bout du compte, le gouvernement lâchera deux jours après la reprise du travail appelée par le comité national de grève une prime de 1 500 francs à tous les salariés parisiens et environ 1 300 francs en province (3).

Un an plus tard, en octobre 1948, le PCF, secondée par la CGT, pousse à nouveau les mineurs à se mettre en grève pour réclamer 35% d'augmentation de salaire et à s'affronter durement, d'une part aux forces de répression (40 000 soldats et 5 000 policiers sont mobilisés dans le seul bassin houiller du Nord-Pas de Calais), d'autre part aux non-grévistes (regroupés en particulier derrière le nouveau syndicat FO, appuyé et financé par le gouvernement américain). La grève des mineurs, cette fois isolée dans le secteur, est écrasée mais le PCF la laisse durer encore trois semaines avant d'appeler à la reprise du travail. Il y aura 1 800 licenciements et des centaines d'arrestations. Le climat de division suscité par ce nouveau conflit dur laissera de douloureuses cicatrices pour toute une génération de mineurs.

Le PCF dans "la guerre froide"

Parallèlement, le parti stalinien français ne va pas manquer une seule occasion à partir de 1948, de s'opposer à l'impérialisme américain en combattant aussi bien contre la mise en application du plan Marshall que contre la guerre de Corée qui, mettant directement pour la première fois aux prises les deux blocs issus des accords de Yalta, allait cristalliser les tensions et alimenter les craintes d'un troisième conflit mondial généralisé.

Ainsi, le PCF, dénonçant le bellicisme et l'agressivité de l'impérialisme américain, se lance dans de grandes campagnes pacifistes, en particulier à partir de mars 1950, en faveur de signatures pour l'appel de Stockholm qui permettra au parti d'étendre son influence auprès de fractions intellectuelles ou "humanistes" de la petite-

bourgeoisie ou de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'il crée et anime le "Mouvement pour la Paix" à partir du moment où l'URSS peut véritablement se lancer dans la course aux armements et rivaliser avec les Etats-Unis en se dotant à son tour de la bombe atomique. Là encore, le PCF ne pouvait que bénéficier des illusions pacifistes qui pesaient sur les ouvriers à peine sortis du cauchemar de la guerre mondiale. Cependant, il est amené rapidement à "durcir" ses prises de position et ses engagements au profit du bloc russe. C'est pourquoi il prend l'initiative d'organiser une grande manifestation le 28 mai 1952, à l'occasion de la venue en France du général Ridgway, nommé commandant en chef des nouvelles forces de l'OTAN (4). Les stalinien préparent et livrent leurs troupes à de véritables combats de rues face à d'importantes forces de police qui feront un mort et 17 blessés dans les rangs ouvriers ; Duclos sera même arrêté et emprisonné pendant un bon mois (5).

Après la construction du Mur de Berlin et l'installation du "Rideau de Fer", il s'oppose avec véhémence au "réarmement de l'impérialisme allemand" en Allemagne de l'Ouest par le bloc occidental. De la même manière, le PCF multiplie meetings et manifestations où il s'en prend à "l'impérialisme français" engagé dans "la sale guerre d'Indochine" ; à partir de là, il ne cessera de soutenir activement pendant toute la période d'existence des deux blocs les divers "mouvements de libération nationale" qui se développent dans le tiers-monde... à la condition qu'ils bénéficient de la caution et de l'aide matérielle de l'URSS.

C'est pourquoi le cas de la guerre d'Algérie ressort comme un cas parti-

(SUITE PAGE 5)

(1) Il avait demandé aux parlementaires de rendre un hommage public envers les soldats français tombés en Indochine auquel les députés du PC ont refusé de s'associer, ce qui provoqua un scandale.

(2) Le Kominform, présenté comme un organe de "coordination" politique entre les six pays du bloc de l'Est (après l'exclusion du PC yougoslave dès 1948) et les PC italien et français était en fait un réseau d'espionnage chargé de surveiller et de contrôler l'alignement idéologique des autres PC sur la politique de l'URSS. Il perdra cependant son influence dès

la mort de Staline, avec la féroce lutte de cliques entre ses successeurs et cessera formellement d'exister en 1956, au profit du Comecon, véritable instrument du pillage impérialiste de l'URSS sur les "pays frères".

(3) Le salaire moyen mensuel des ouvriers tournait à l'époque autour de 10 000 francs, la

"prime" octroyée était donc loin de compenser la perte souvent d'un mois de salaire pour les grévistes.

(4) Surnommé "Ridgway-la- peste" car il était accusé d'avoir utilisé des armes bactériologiques durant son commandement dans la guerre de Corée.

(5) L'appel à la grève générale lancée par le PCF pour "la libération immédiate de Duclos" fut un cuisant fiasco. Par contre, c'est la mobilisation de la petite-bourgeoisie intellectuelle qui obtint cette libération rapide.

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.